

<https://www.aefinfo.fr/depeche/708860>

 Camille Cordonnier

 9 min read

IGESR : une dizaine de rapports sur des enjeux nationaux n'ont pas été rendus publics (rapport d'activité 2022-2023)

Le changement de gouvernement en mai 2022 et les feuilles de route des nouveaux ministres ont impliqué "des saisines supplémentaires" ou une "révision du programme de travail en conséquence", souligne Caroline Pascal dans l'une des vidéos constituant le rapport d'activité de l'IGESR 2022-2023, mise en ligne fin février 2024. Par ailleurs, l'IG a conduit 240 missions, et produit 255 rapports et notes, dont une minorité est publiée (une trentaine). Concernant l'enseignement scolaire, les rapports sur les classes dédoublées, la GRH au ministère ou le pilotage des EPLE n'ont pas été rendus publics



L'activité de l'IGESR a été marquée "par la montée en puissance de sujets prioritaires pour le pays comme l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques", souligne le

rapport. Shutterstock - Petr Kovalenkov/Shutterstock.com

"En 2022-2023, l'IGESR a été particulièrement mobilisée par de nombreuses missions en appui aux feuilles de route de ses nouveaux ministres de tutelle. [Son activité] a également été marquée par la montée en puissance de sujets prioritaires pour le pays comme l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques ou la transition écologique", souligne le rapport d'activité de l'inspection générale, mis en ligne sous forme écrite et de vidéos, fin février 2024.

"Les missions d'évaluation et de contrôle confiées à l'IGESR ont enfin confirmé son rôle d'acteur public majeur, qu'il s'agisse d'accompagner à moyen ou long terme l'évolution de politiques, de dispositifs, d'opérateurs variés ou bien d'intervenir très rapidement dans la gestion de crise", poursuit le rapport.

Une année marquée par l'intervention exceptionnelle d'Emmanuel Macron à la réunion des recteurs

Pour Caroline Pascal, cheffe de l'IGESR, l'année 2022-2023 se caractérise par "des événements politiques marquants sur nos champs ministériels, qui avaient connu une stabilité remarquable pendant le premier quinquennat". Le changement de gouvernement en mai 2022 a conduit à un changement des ministres de tutelle de l'IGESR, rappelle Caroline Pascal : dès lors, les feuilles de route des nouveaux ministres ont impliqué "des saisines supplémentaires, nécessaires à la mise en place des priorités, ou bien une révision du programme de travail en conséquence", précise la cheffe de l'IGESR dans une des vidéos constituant le rapport d'activité, qu'il s'agisse "d'établir un état des lieux, ou de contribuer à la réflexion sur les politiques à concevoir".

Autre fait marquant de cette année : l'intervention exceptionnelle d'Emmanuel Macron à la réunion de rentrée des recteurs en Sorbonne ([lire sur AEF info](#)), en août 2022, "pour exposer son ambition pour l'école et donner une feuille de route au ministre de l'Éducation", à savoir : "conserver l'attention particulière aux enseignements fondamentaux, revaloriser le métier enseignant en revoyant la formation initiale et par le 'pacte enseignant', réformer le lycée professionnel, généraliser la pratique quotidienne du sport, ou encore donner de la souplesse et de l'autonomie aux acteurs de terrain dans le cadre du CNR... Une initiative présidentielle suffisamment rare pour être mentionnée,

manifestation claire d'un intérêt régalien et d'une priorité présidentielle", souligne Caroline Pascal.

Enfin, cette année aura aussi été marquée par la mise en extinction du corps d'inspection, une "transformation majeure du service de l'IGESR", observe-t-elle ([lire sur AEF info](#)). Caroline Pascal rappelle notamment que l'attractivité de l'inspection générale n'a pas souffert de cette réforme ([lire sur AEF info](#)).

240 missions relevant du programme de travail annuel

Sur la période considérée, l'IGESR a ainsi conduit, tous sujets confondus, "240 missions qui relèvent du programme de travail annuel, incluant le programme de la mission ministérielle d'audit interne, et de saisines complémentaires", poursuit le rapport d'activité. Dans le détail, les travaux de l'inspection générale se répartissent comme suit : 38 % d'évaluations des politiques publiques, 33 % de contrôles réguliers ou d'enquêtes administratives ; 24 % de missions d'appui ou d'accompagnement et 5 % d'audits internes.

En outre, l'inspection a produit "255 rapports et notes", dont 45 sur le champ international, 46 rapports d'enquêtes administratives relevant du pôle affaires juridiques et contrôle avec 15 transmissions au Parquet. 35 rapports conjoints ont été réalisés avec au moins un autre service d'inspection générale ou de contrôle (17 avec l'Igass, 10 avec l'IGA, 8 avec l'IGEDD, 7 avec le CGAAER).

Dans le cadre de ses missions, l'inspection a entendu "20 000 personnes auprès des administrations centrales, services déconcentrés de l'État, opérateurs, associations et mouvements nationaux (sport, éducation populaire), collectivités territoriales, acteurs et usagers de terrain (écoles, établissements, bibliothèques, etc.)".

la Liste des rapports de l'IGesr

L'IGESR publie la liste des rapports qu'elle a remis en 2022-2023. S'agissant de l'Éducation nationale, plusieurs rapports n'ont pas été rendus publics (hors situations individuelles relatives à des établissements ou des personnels ou à caractère local) :

- réussir la mixité sociale et inclusive dans les champs éducatifs : égalité des chances, lutte contre l'exclusion, participation des parents, articulation entre l'école

et les accueils péri et extra scolaires,

- les conditions de réussite de la continuité éducative dans les territoires : rôle de l'État, des collectivités territoriales, décentralisation,
- la politique de gestion qualitative et personnalisée en matière RH au MENJS et au MESRI : recrutement, parcours, carrière, action sociale,
- la place et les missions des agrégés au sein du MENJS et du MESRI ([lire sur AEF info](#)),
- la gouvernance et le pilotage des écoles et des établissements scolaire,
- périodes de formation en milieu professionnel. Élaboration d'une nouvelle architecture de formation,
- la levée des freins résiduels au développement de l'apprentissage dans les EPLF (note de synthèse),
- évaluation de la mesure de dédoublement des classes de GS-CP-CE1 en éducation prioritaire,
- rapport au Parlement sur le devenir de la médecine scolaire et sur la politique de santé scolaire (avec l'Igas),
- l'enseignement des apprentissages fondamentaux dans le premier degré, académie de Mayotte,
- enquête sur une sous-direction dans l'administration centrale

D'autres rapports ont été rendus publics par l'IGESR, comme ceux portant sur :

- les conventions d'échange de données entre les académies et les collectivités territoriales : état des lieux, pratiques et préconisations,
- les pratiques collaboratives au service des apprentissages ([lire sur AEF info](#)),
- la formation initiale des professeurs des écoles en France : une évolution nécessaire à l'aune des standards européens, un enjeu pour la réussite des élèves ([lire sur AEF info](#)),
- appropriation des évaluations nationales de CP, CE1 et de 6e dans le pilotage des circonscriptions du premier degré ([lire sur AEF info](#)),
- les relations entre les administrations centrales, les services déconcentrés et les opérateurs dans le champ de l'enseignement scolaire, de la jeunesse et des sports et dans le champ de l'enseignement supérieur : stratégie nationale et subsidiarité ([lire sur AEF info](#)),

- la sensibilisation et la formation à la démarche scientifique de l'école élémentaire au doctorat ([lire sur AEF info](#)),
- comment les systèmes d'enseignement scolaire, d'enseignement supérieur et de recherche peuvent-ils être, face au changement climatique, à la fois transformés et transformants ? ([lire sur AEF info](#)),
- pratique de l'informatique aux cycles 3 et 4 ([lire sur AEF info](#)),
- les dispositifs scolaires et sportifs favorisant l'accès au sport de haut niveau et à la haute performance ([lire sur AEF info](#)),
- le protocole Parcours professionnel, carrière et rémunération pour les enseignants (PPCR) : place et rôle des RDVC dans l'évolution et la progression de carrière ([lire sur AEF info](#)),
- déléguée ministérielle à la relation éducation-économie. Quinze propositions pour consolider la relation entre l'école et le monde économique ([lire sur AEF info](#)),
- la réforme du lycée général et technologique ([lire sur AEF info](#)),
- mise en œuvre de 30 minutes d'activités physiques quotidiennes dans les établissements pour enfants en situation de handicap (avec l'Igas) ([lire sur AEF info](#)),
- évaluation de l'expérimentation d'orientation des bacheliers professionnels vers les sections de technicien supérieur mises en place par l'article 40 de la loi 2017-086 du 27 janvier 2017 ([lire sur AEF info](#)),
- la réforme des lycées professionnels : synthèse des propositions des groupes de travail ([lire sur AEF info](#)),
- égalité filles-garçons en mathématiques ([lire sur AEF info](#)),
- l'enseignement de la production d'écrits à l'école primaire : états des lieux et besoins. École maternelle (cycle 1),
- l'enseignement de la production d'écrits à l'école primaire : états des lieux et besoins. CE2 école élémentaire (cycle 2),
- l'enseignement de la production d'écrits à l'école primaire : états des lieux et besoins. Le pilotage pédagogique de l'enseignement de la production d'écrits aux cycles 1 et 2 ([lire sur AEF info](#)).

FOCUS SUR PLUSIEURS MISSIONS

Ce rapport d'activité hybride propose également dix vidéos revenant sur des "missions emblématiques de l'IGESR", dont plusieurs concernent l'Éducation nationale :

- les métiers en tension dans l'industrie française,
- la situation de la lecture publique dans les outre-mer,
- place et rôle des rendez-vous de carrière dans l'évolution et la progression de la carrière,
- la réussite des élèves dans l'académie de Guyane,
- les systèmes d'enseignement scolaire/supérieur et de recherche face au changement climatique,
- l'enseignement de la production d'écrits à l'école primaire : état des lieux et besoins.

Generated with Reader Mode